

France/Crise des "gilets jaunes"

Le président pressé d'apporter des réponses

AFP  
Paris/France

Emmanuel Macron doit prendre la parole cette semaine, peut-être même dès ce lundi soir, selon certaines indiscretions.

LES appels se multipliaient hier en France pour que le président Emmanuel Macron apporte une réponse à la crise des "gilets jaunes", au lendemain d'une journée de mobilisation toujours forte qui a donné lieu à de nouvelles violences et suscite des inquiétudes pour l'économie du pays.

Une semaine après les images sidérantes d'émeutes en plein Paris, et en dépit des nombreuses mises en garde des autorités, les manifestants de ce mouvement populaire et inédit n'ont pas renoncé à défilé dans la capitale française et dans plusieurs villes de province, éprouvés pour certaines par des débordements et dégradations importantes. Au niveau national, la mobilisation de ces Français modestes, née sur les réseaux sociaux et qui se traduit par des manifestations, barrages filtrants et sit-in, entre dans sa quatrième semaine et a réuni 136 000 manifestants samedi, mobilisation qui ne faiblit pas. Ronds-points occupés, opérations de filtrage et péage gratuit, base logistique bloquée : les "gilets jaunes", moins présents en nombre, ont maintenu dimanche des barrages notamment dans l'Ouest et le Sud-Est du pays. Pour tenter d'éviter les scènes de guérilla urbaine du 1er décembre en plein



Photo : AFP

Face à une crise des "gilets jaunes" qui perdure, les Français attendent de leur président des réponses aussi rapides que fortes.

coeur de la capitale, les forces de l'ordre ont procédé la veille à un nombre record de près de 2 000 interpellations sur l'ensemble du territoire français, dont une majorité à Paris, selon le ministère de l'Intérieur. **AVOCATS CRITIQUES**• Ce nombre était vivement critiqué hier par des avocats en France, qui dénoncent leur caractère parfois préventif, avant toute infraction. "On a interpellé des gens qui voulaient simplement aller manifester. (...) Lorsqu'on interpelle des gens qui n'ont rien fait, simplement parce que l'on considère qu'ils ont des intentions dangereuses, on change de régime, on change de paradigme", a estimé sur Franceinfo Me Arié Alimi, avocat à Paris et membre de la Ligue des droits de l'homme. Chez les forces de l'ordre, on faisait valoir que des boules de pétanque, des armes blanches ou des bâtons ont pu être saisis en amont lors de contrôles en gare, dans la rue ou aux

péages des autoroutes menant à Paris. Dans la capitale, barricadée de manière exceptionnelle dans plusieurs quartiers stratégiques, les violences ont été sans commune mesure avec les scènes du samedi précédent, mais elles sont malgré tout graves : voitures brûlées, vitrines brisées, heurts entre manifestants et forces de l'ordre, tirs de gaz lacrymogène en particulier sur la célèbre avenue des Champs-Élysées. Ces rassemblements ont fait "beaucoup plus de dégâts" matériels à Paris que ceux du 1er décembre, a ainsi relevé hier Emmanuel Grégoire, premier adjoint de la maire de Paris. Et en province, notamment à Bordeaux et Toulouse (sud-ouest), Saint-Etienne (est), Marseille (sud-est), Nantes (ouest), heurts et dégradations ont été importants. Dans plusieurs villes, des voitures et du mobilier urbain ont été incendiés, des vitrines saccagées et des magasins attaqués et/ou pillés. "C'est une catastrophe pour

le commerce, c'est une catastrophe pour notre économie", a déploré hier le ministre français de l'Économie Bruno Le Maire. Dans le commerce, le ministère de l'Économie a évoqué une baisse générale de l'activité, qui va d'au moins 15% pour la grande distribution jusqu'à 40% pour les petits commerces. Le manque à gagner pour les commerçants sera "supérieur à un milliard d'euros" (665 milliards de francs), a estimé hier sur Franceinfo Jacques Creysse, délégué général de la Fédération du commerce et de la distribution (FCD). Du côté du tourisme, les réservations de fin d'année dans les chaînes d'hôtels ont reculé d'au moins 10%, selon le Groupement national des chaînes hôtelières. **ALLOCUTION DU PRÉSIDENT ATTENDUE**• De son côté, le ministre français des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian s'est dit "inquiet" : "Je sais, pour le constater dans certains pays, combien la démocratie est fragile ; elle peut être

aussi fragile chez nous et donc j'appelle au ressaisissement, par le dialogue". Les "gilets jaunes" sont issus majoritairement des classes populaires et moyenne. Cette France des fins de mois difficiles se dit excédée par la politique fiscale et sociale d'Emmanuel Macron qu'ils jugent injuste. L'exécutif français, désormais très impopulaire et sous la pression de ce mouvement soutenu par une majorité de Français, n'arrive pas jusqu'ici à réduire cette fracture sociale. Le recul du gouvernement sur la hausse des taxes sur le carburant, revendication première des "gilets jaunes", n'a pas permis d'apaiser un mouvement particulièrement défiant à l'égard des élites politiques et des partis traditionnels. Les regards sont désormais braqués sur Emmanuel Macron, toujours à la recherche d'une sortie politique à cet engrenage. Il doit s'exprimer en début de semaine, et pourrait annoncer des mesures sociales. Alain Juppé, le maire de droite de Bordeaux, a estimé qu'il fallait que le président "parle, parle vite, qu'il tienne un discours fort à l'attention des Françaises et des Français". Ce matin, cinq syndicats représentatifs en France, trois organisations patronales, ainsi que les présidents des associations d'élus, du Sénat et de l'Assemblée nationale seront reçus à l'Élysée. "Le temps du dialogue est là" et "il faut désormais retisser l'unité nationale", avait déclaré dès samedi soir le Premier ministre Edouard Philippe.

• Sur le front diplomatique

Paris demande à Trump de ne pas se mêler de politique intérieure française

AFP  
Paris/France

LE ministre français des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian a invité hier le président américain Donald Trump, qui a commenté par une série de tweets critiques le mouvement populaire des "gilets jaunes" en France, à ne pas se mêler de politique intérieure française. "Je dis à Donald Trump et le président de la République (Emmanuel Macron) le lui a dit aussi : nous ne prenons pas partie dans les débats américains, laissez-nous vivre notre vie de nation",

a-t-il déclaré dans l'émission Le Grand Jury RTL/Le Figaro/LCI. "Nous ne tenons pas pour notre part de considération sur la politique intérieure américaine et nous souhaitons que ce soit réciproque", a-t-il ajouté. Donald Trump a parlé samedi d'un "jour très triste" à Paris après une nouvelle manifestation des "gilets jaunes" émaillée de violences, et a appelé à mettre fin à l'accord sur le climat signé à Paris fin 2015. "Manifestations et émeutes partout en France", a-t-il tweeté. Les manifestants « scandent "Nous voulons Trump". J'adore la France », a-t-il également écrit. Le chef de la diplomatie

française a contesté que de tels propos en faveur de Donald Trump aient été tenus lors des manifestations de gilets jaunes qui se succèdent depuis trois semaines. "Les gilets jaunes n'ont pas manifesté en anglais à ma connaissance et pour tout vous dire, les images qui sont parues aux États-Unis et où on entendait "We want Trump" (Nous voulons Trump) étaient des images prises à Londres lors d'un déplacement du président Trump il y a plusieurs mois", a-t-il dit. Le locataire de la Maison Blanche avait déjà ironisé mardi sur les concessions faites par Emmanuel Macron aux "gilets jaunes" en

suspendant une taxe sur le carburant, estimant que l'accord de Paris était voué à l'échec. La relation amicale entre les deux dirigeants s'est très nettement dégradée ces dernières semaines, le président américain moquant même le mois dernier, à son retour des commémorations du centenaire de l'Armistice de la Première Guerre mondiale à Paris, la faible popularité de son homologue français. Le ministre français des Affaires étrangères a aussi égratigné l'homme fort du gouvernement italien, le ministre de l'Intérieur Matteo Salvini, qui critique régulièrement Emmanuel

Macron. "J'entends bien les rododendons de M. Salvini (...) Je lui laisse ses propos et ses déclarations péremptives", a dit Jean-Yves Le Drian. "Il est (aussi) en ce moment devant des difficultés, des manifestations de plusieurs dizaines de milliers de personnes sur le projet (ferroviaire) Lyon-Turin. A chacun ses difficultés, respectons chacun", a-t-il ajouté. Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont manifesté samedi à Turin contre le projet de liaison ferroviaire avec Lyon, qui représente selon eux un "gaspillage d'argent public".

L'Afrique en bref

• **Nigeria / Jihadistes. Deux soldats tués par Boko Haram**  
Deux soldats ont été tués dans l'attaque d'une base militaire du nord-est du Nigeria par des combattants présumés du groupe islamiste Boko Haram, ont indiqué hier des sources de sécurité hier.

• **RDCongo/Violences. Un incident de campagne électorale fait 6 blessés au Kasai**  
Six personnes ont été blessées hier dans un échange de projectiles entre des militants de la majorité et des jeunes du parti historique d'opposition à Tshikapa, au Kasai, dans le centre de la République démocratique du Congo, dans le cadre de la campagne de la présidentielle du 23 décembre, selon le camp présidentiel.

• **Togo/Manifestations. L'opposition dénonce une répression "sauvage"**  
L'opposition togolaise a dénoncé la répression "sauvage", qui a fait au moins deux morts selon les autorités, de manifestations organisées samedi contre les élections législatives du 20 décembre qu'elle conteste.

A travers le monde

• **Belgique/Politique. Gouvernement : fini la coalition !**  
Le Premier ministre belge Charles Michel a pris hier la tête d'un gouvernement minoritaire, après la démission des ministres nationalistes flamands de la coalition gouvernementale, en raison d'une divergence profonde sur le Pacte de l'Onu sur les migrations.

• **Etats-Unis/Enquête. Trump attaque encore l'ex-chef du FBI**



Photo : AFP/L'Union

Donald Trump s'en est de nouveau pris hier à James Comey (photo), le traitant de menteur, après la publication du verbatim d'une audition parlementaire de l'ancien directeur du FBI qui a défendu son action dans l'enquête russe.

• **Royaume-Uni/Politique. Brexit : la mise en garde de May**  
La Première ministre Theresa May a prévenu hier les députés britanniques que le rejet de l'accord de Brexit lors du vote historique prévu demain au Parlement ferait courir le "risque très réel" d'un maintien du Royaume-Uni dans l'Union européenne.